

## **Parti libéral du Canada**

### **Association canadienne des maladies rares**

1. Une maladie rare est une maladie qui touche moins d'une personne sur 2 000. Les personnes atteintes de maladies rares sont confrontées à de nombreux obstacles pour avoir accès à des soins de santé adéquats. Si vous êtes élu, apporteriez-vous un soutien aux personnes atteintes de maladies rares pour qu'elles aient accès à la même qualité de soins de santé que ceux atteints de maladies courantes?

2. Le Canada est le seul parmi les pays développés qui n'a pas de législation qui soutienne le développement de traitements pour les maladies rares. En 2010, un cadre réglementaire sur les médicaments orphelins a été élaboré. Si vous êtes élu, apporteriez-vous un soutien pour mettre en place des réglementations et des lois afin d'encourager la recherche et le développement de nouveaux traitements pour les personnes atteintes de maladies rares?

3. La plupart des pays développés ont un plan national en ce qui a trait aux maladies rares, incluant des centres de référence, des directives quant aux diagnostics et aux traitements, et de l'aide aux groupes de patients. Le Canada a des plans nationaux pour le cancer, le diabète, les maladies du cœur et la santé mentale. Si vous êtes élu, apporteriez-vous votre soutien à un plan national sur les maladies rares qui inclurait un bureau national des maladies rares?

### **Réponse combinée.**

Comme première étape critique vers une stratégie sur les maladies rares, le gouvernement libéral précédent a inclus un engagement pour accélérer la mise en marché des médicaments considérés comme des découvertes pour les maladies et les troubles rares dans le cadre de la Stratégie nationale sur les produits pharmaceutiques de l'Accord de 2004 sur la santé. La Stratégie nationale sur les produits pharmaceutiques a rapidement été annulée par le gouvernement Harper en 2006, et aucun travail n'a été effectué depuis. Si élu, un gouvernement libéral présentera de nouveau cette initiative, et nous mènerons de vastes consultations auprès des intervenants dans les secteurs de la biotechnologie, de la santé et de la science pour déterminer la meilleure voie à suivre quant à cet enjeu important.

Un gouvernement libéral collaborera avec les provinces et les territoires afin de s'assurer que tous les Canadiens, où qu'ils soient au pays, puissent bénéficier d'un régime de remboursement des médicaments qui couvre les médicaments sur ordonnance contre certaines maladies dont le coût peut être catastrophique sur le plan financier des familles canadiennes.

Ce sont les gouvernements libéraux qui ont mis en place l'assurance-maladie universelle et qui ont voté la Loi canadienne sur la santé. Un nouveau gouvernement libéral offrira un engagement robuste et renouvelé. Pour les libéraux, comme pour la plupart des Canadiens,

l'accès universel à des soins de qualité au moment opportun, sans égard ni à la capacité de payer, ni à la province de résidence, fait partie de ce qui définit le Canada. Un nouveau gouvernement libéral prendrait un engagement solide envers le futur du système de santé canadien en s'engageant à maintenir au-delà de 2014 l'actuelle clause d'indexation de 6 % du financement pour les soins de santé.